Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Bureau du Conseil d'administration

Séance du 13 décembre 2023

Extrait des délibérations

Le 13 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 6 décembre 2023.

Etaient présents Madame, Monsieur : Ghislaine GUILLEN, Jean-Claude GRENON.

Etaient excusés Messieurs : Bernard BESSON, Christophe CABRI.

Nombre de conseillers en	exercice :	5
	quorum :	3
	présents :	3

N°127-2023

CONTESTATION DE L'APPLICATION DES PENALITES DE RETARD ROSENBAUER

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Vu les délibérations n°112-2019 et 83-2023 du Bureau du Conseil d'administration du 25 novembre 2019 et du 21 septembre 2023,

Vu le courrier de ROSENBAUER France du 10 octobre 2023,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

CONTESTATION DE L'APPLICATION DES PENALITES DE RETARD ROSENBAUER

Le Bureau du Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime a, par délibération n°112-2019 du 25 novembre 2019, attribué et autorisé la signature d'un accord-cadre de services fractionné à bons de commande, sans minimum ni maximum, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique avec l'opérateur économique ROSENBAUER France Service 18. Cet accord-cadre n°9023FSTB02 concerne l'exécution de prestations de maintenance d'échelles aériennes. Il a été notifié au titulaire le 27 décembre de la même année.

Ce même Bureau, par délibération n°83-2023 prise en séance du 21 septembre dernier, a rejeté une demande de l'entreprise, de remise gracieuse des pénalités de retard.

Suite à la notification de la décision, cet opérateur transmettait, par courriel du 16 octobre 2023, une contestation relative à leur application et demandait au SDIS de bien vouloir reconsidérer sa décision.

Pour mémoire, l'accord-cadre dont est titulaire cette entreprise prévoit, à l'article 3.2 de l'acte d'engagement (*délai d'exécution des bons de commande*), que celui-ci dispose d'un délai de cinquante-six jours, pour mener à bien les prestations de maintenance qui lui incombent, cela, à compter de la date, lui prescrivant de les débiter. Au-delà, et conformément au 13.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), il subit une pénalité journalière de retard « P » donnée par la formule :

$$P = V \times R / 1\ 000 ;$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Un bon de commande n°ME230012 de 66 178,92 euros TTC portant sur l'exécution de prestations de maintenance décennale relatives à l'échelle aérienne immatriculée CZ-084-HW lui ayant été notifié le 6 janvier 2023, ce dernier disposait jusqu'au 3 mars de la même année pour achever ses prestations.

Prenant en compte diverses problématiques de réalisation, une décision d'admission avec réfaction à hauteur de 1 779,67 euros HT a été prononcée le 6 avril 2023 ayant pour date d'effet le 5 du même mois.

Suite à cela, et en application de l'article 13.1 précité, le montant de la pénalité appliqué à cet opérateur économique s'élevant à 1 819,92 euros et correspondant à 3,30 % de la valeur initiale de la commande lui a été signifié.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'accorder une remise gracieuse totale à l'opérateur économique ROSENBAUER pour la pénalité de retard d'un montant de 1 819,92 €.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration

Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire
Pour le Président du Conseil d'administration
le 14 DEC. 2023
Didier Marcaillou
127-23
Contrôleur Général Didier Marcaillou